

Réflexions sur le socle commun de compétences.

La nouvelle loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'École prévoit l'évolution du socle commun. C'est dans ce cadre que le CSP a publié le 6 juin le projet d'un nouveau socle commun de compétences et de connaissances auquel a été ajouté le mot de culture à la demande de la FSU.

Ce nouveau socle est censé marquer un changement de logique par rapport au socle de 2005. Paré d'un habillage humaniste et ambitieux en termes de savoirs, il présente une vraie rupture avec le fondement utilitariste du socle 2005. Pour l'instant, il prend la forme d'un manifeste, d'une feuille de route de ce que l'élève doit savoir au terme de sa scolarité et certains objectifs peuvent nous convenir.

Cette consultation doit se dérouler en deux temps : une ½ journée banalisée le 8 octobre dans les établissements (sauf dans les lycées) pour permettre une réflexion collective puis le renseignement d'un questionnaire individuel en ligne.

L'expérience a certes montré que ces consultations avaient peu d'effets concrets, elles peuvent toutefois permettre un débat collectif autour des visées de l'école et de notre métier ; temps rare ces dernières années. Il y a en tout cas un enjeu pour nous de mettre en avant nos idées d'une transformation de l'école.

Des évolutions ?

- Le nouveau socle est organisé en 5 domaines (face aux 7 piliers du socle précédent faisant référence aux compétences européennes)

1. Les langages pour penser et communiquer
2. Les méthodes et outils pour apprendre
3. La formation de la personne et du citoyen
4. L'observation et la compréhension du monde
5. Les représentations du monde et l'activité humaine

- La hiérarchie des disciplines est moins marquée qu'elle n'était dans le socle de 2005 car ces 5 domaines sont présentés comme des enjeux de formation auxquels elles participent toutes.

- Ce nouveau socle s'affirmant comme « le programme général correspondant aux cycles de l'école élémentaire et du collège » est censé mettre fin à la dichotomie socle / programmes avec un socle envisagé comme un SMIC scolaire ; les programmes ayant pour fonction de détailler les domaines de formation par cycles et par disciplines.

- Face à la vision réductrice des attendus scolaires contenus dans le précédent socle, celui-ci se rapproche plus de la définition d'une « culture commune » en affichant une ambition haute.

Des critiques

- Ce texte qui résulte d'équilibres fragiles entre différentes conceptions de l'École qui se sont affrontées au sein du CSP reste flou. Il faudra attendre de voir comment ce socle sera traduit dans les textes des nouveaux programmes pour voir le niveau réel de l'ambition affirmée.

- Le domaine 3 « la formation de la personne et du citoyen » qui définit des attentes en terme de comportement pour les élèves reste peut-être le plus problématique... Toute la panoplie des termes utilisés laissent quelque peu pantois : « obéissance », « conscience morale », « conformer », « contrôler », « règles de civilité », « bienséance et civilité », « respect des contrats », « bienveillance » mais « gradation des sanctions »...

- Le numérique : De ce point de vue, le document du CSP n'est pas avare des mots à la mode : on trouve l'occurrence « numérique » 11 fois, « informatique » 4 fois et « communication » 10 fois (le tout en 19 pages). Non

que ces outils soient, en eux-mêmes, porteurs de reproduction, mais penser qu'ils sont l'entrée principale vers l'abstraction, la pensée autonome est, non seulement un leurre, mais un artifice. D'ailleurs, le terme même d'abstraction est absent du texte ! Là encore, quid de l'équité sur le territoire en dotation !!

- Il est aussi intéressant de constater que les « progrès » (4 occurrences) envisagés par le CSP sont « scientifiques » ou « technologiques », jamais sociaux ou démocratiques. Sans surprise, c'est en effet, dans le domaine des sciences sociales que l'absence de vision critique est la plus flagrante, à aucun moment ne sont cités les termes travail, propriété, commerce...

- Très clairement, mais comment pourrait-il en être autrement, ce socle commun de connaissances, de compétences et de culture arme-t-il vraiment les futurs « citoyens » pour être des agents d'une transformation véritable de la société ?

La culture commune définie par ce socle doit permettre aux élèves « *de s'insérer dans la société où ils vivront, et de participer, comme citoyens, à son évolution* ». Donc, bien sûr, d'aucuns nous diront que c'est un progrès, que l'école républicaine doit – oui – former des citoyens qui peuvent faire évoluer la société, mais dans le cadre que celle-ci a défini.

- Si le continu du socle présente une rupture avec la politique éducative définie par la stratégie de Lisbonne , le contexte politique, lui, ne change pas et les politiques d'austérité sont toujours d'actualité. Du coup, quel impact peut avoir le socle à lui tout seul ?

Évaluation

L'évaluation est abordée dans un long paragraphe au début du texte mais rien de précis n'est dit, il s'agit seulement d'une liste de principes vagues.

La conférence ministérielle sur l'évaluation aura lieu après la consultation sur le socle, d'ailleurs le CSP va juste se contenter de produire un texte sur l'évaluation qui sera versé comme contribution à cette conférence (à priori il devrait proposer une formule unique d'évaluation pour le DNB et le LPC).

En regardant les différents domaines, en particulier le 3, on voit que le risque est grand de retomber dans les travers du LPC. L'imposition d'un cadre rigide d'évaluation, éloigné des pratiques concrètes de classe, aurait toujours comme conséquence la transformation des pratiques enseignantes et l'alignement des contenus enseignés sur les éléments évalués, nous ne sortirions pas d'une logique de pilotage du système éducatif par l'évaluation.

Neuf principes sont présentés pour cette évaluation, sous le titre : « La validation du socle commun pour tous les élèves est aussi stratégique que les contenus enseignés ». Stratégique, qu'est-ce à dire ? Il ne s'agirait donc pas d'élever le niveau de connaissances et de compétences de l'ensemble de la population, mais de mesurer, encore, les résultats de l'économie de la connaissance pour qu'elle devienne « la plus compétitive et la plus dynamique du monde » (Lisbonne). C'est bien dans cet esprit de compétition mondialisée qu'il faut lire que les élèves devront pratiquer au moins deux langues vivantes étrangères ou régionales « dont l'anglais », la langue de la compétition internationale par excellence !

En conséquence, c'est sans doute l'un des domaines où il faudra être le plus vigilant.

Pour ne pas conclure

Face à une vision réductrice des attendus scolaires contenus dans le précédent socle, celui-ci développe un discours de la complexité, et une affirmation d'ambition haute : ouvrir à la connaissance, former le jugement et l'esprit critique, vivre en société, développer les capacités de compréhension et de création, capacités d'imagination et d'action sont des formules répétées dans le texte. Connaissances et compétences sont sans cesse

articulées. Les démarches d'apprentissage doivent être riches de sens et de progrès. On retrouve dans le poids mis sur le langage en tant que moyen de pensée et dans le fait qu'il faille construire dans chaque discipline le langage propre à cette discipline des éléments de complexité qui existaient notamment dans les programmes de 2002 de l'école primaire.

Pour autant, dans l'état actuel de l'école, (budget, formation inexistante, politique éducative peu volontariste, revalorisation des enseignants en attente...), qui peut penser qu'un texte, même progressiste, a quelques chances de produire des effets positifs ?

Pour autant, l'imposition d'un cadre rigide d'évaluation, éloigné des pratiques concrètes de classes, aurait toujours comme conséquence la transformation des pratiques enseignantes et l'alignement des contenus enseignés sur les éléments évalués. Nous resterions alors dans une logique de pilotage du système éducatif par l'évaluation, qui bafouerait la professionnalité enseignante.

Saisissons donc l'opportunité de remettre au centre des débats notre projet de transformation sociale et de l'école dans les idées comme dans les moyens (allongement de la scolarité, développement de moyens pour la formation, baisse des effectifs, transformation par le décrochage temps élèves temps enseignants, fin des évaluations non formatives...)